

# L'Albanie gangrenée par le trafic de drogue

■ L'Albanie du Premier ministre Edi Rama a longtemps fait figure de "bon élève européen" dans les Balkans.

■ Pourtant, depuis 2014, la production et le trafic de drogue explosent et les Occidentaux commencent à hausser le ton.

Reportage Jean-Arnault Dérens  
et Laurent Geslin  
Correspondants dans les Balkans

Lundi 16 octobre à l'aube, la police de Catane, en Sicile, lançait un coup de filet contre un gang albanais contrôlant un vaste trafic d'armes et de drogues, et qui avait généré un chiffre d'affaires de 300 millions d'euros ces quatre dernières années. Sept individus ont été interpellés, dont le chef du groupe, Moisi Habilaj, 39 ans. Ce dernier n'est autre qu'un cousin de Saimir Tahiri, ministre de l'Intérieur de 2013 à mars 2017, et selon des écoutes téléphoniques menées par la police italienne, les deux hommes seraient restés en contact étroit. "Si vous venez en Albanie, sachez que la police est corrompue et que souvent, c'est le chef de la police lui-même qui aide à charger la marchandise", expliquait Moisi Habilaj à l'un de ses contacts siciliens, dans une conversation interceptée par les carabinieri. Lors d'une autre, il expliquait qu'il faudrait "apporter 30 000 euros à Saimir". Depuis, l'état se resserre chaque jour un peu plus autour du gouvernement albanais, soupçonné, au mieux, de fermer les yeux sur le trafic, au pire, de le contrôler.

## Ministre de l'Intérieur sulfureux

Dès son arrivée au pouvoir à l'automne 2013, le Premier ministre Edi Rama avait fait de la lutte contre le cannabis l'une de ses priorités. Pour mener à bien cette mission délicate, il avait nommé Saimir Tahiri à la tête du ministère de l'Intérieur. Le dynamique trentenaire devait incarner le visage moderne du Parti socialiste (PS). Mais le miroir a commencé à se briser fin 2015, quand Dritan Zagani, un cadre de la police de Vlorë, une grande ville du sud de l'Albanie, a publiquement accusé le ministre de collaborer avec des narcotrafiquants. Selon son témoignage, Moisi Habilaj et ses hommes utilisaient le véhicule de Tahiri, une Audi A8, pour transporter de la drogue vers les pays voisins. La voiture a été repérée à plusieurs reprises à la frontière grecque et en Sicile, mais c'est le donneur d'alerte qui fut inquiété par la justice albanaise, officiellement pour avoir communiqué des informations à la police italienne. Pour sa défense, l'ancien ministre raconte aujourd'hui qu'il aurait revendu son Audi à ses cousins, mais en oubliant de faire modifier les papiers du véhicule.

Le procureur général de Tirana a demandé l'arrestation de Saimir Tahiri, toujours député, mais ses collègues socialistes refusent pour l'heure de lever son immunité parlementaire. Quant à Edi Rama, il continue de soutenir son ancien "ministre le plus populaire", tout en se disant favorable à la poursuite

de l'enquête. Une ligne de conduite sinieuse, de plus en plus difficile à tenir après la découverte, début novembre, de deux permis bateau au nom de Saimir Tahiri et de 863 000 euros en liquide dans la berline du fils d'un entrepreneur proche du Parti socialiste. "Les intérêts en jeu sont immenses, les liens entre trafiquants et les ministres du gouvernement socialiste d'Edi Rama trop importants. Chaque fois que je préparais une opération, les trafiquants étaient prévenus un jour avant", explique Dritan Zagani, qui a obtenu l'asile en Suisse.

## Lazarat, au cœur de tous les trafics

En un quart de siècle, le nom de Lazarat est devenu synonyme de cannabis dans tous les Balkans. Les collines qui enserrant ce petit bourg de 2 200 âmes, tout au sud de l'Albanie, non loin de la frontière grecque, ont longtemps alimenté le marché régional de la drogue, d'Athènes à Zagreb en passant par Belgrade. La Guardia di Finanza, la police douanière italienne, qui dispose d'une mission en Albanie depuis les émeutes de 1997, estimait en 2014 que plus de 900 tonnes y étaient produites chaque année pour un chiffre d'affaires total de 4,5 milliards d'euros, soit le tiers du PIB de l'Albanie.

Le 15 juin 2014, un an après l'élection d'Edi Rama, la police lançait une opération quasi militaire pour réduire le village, mobilisant des hélicoptères, des blindés et plus de 800 hommes. Au moins 25 tonnes d'herbe seraient parties en fumée. En revanche, les chefs du trafic ont pu prendre la fuite et seuls des seconds couteaux ont été arrêtés. La destruction de la "capitale européenne du cannabis" qu'était devenue Lazarat a eu des conséquences inattendues : la production s'est rapidement étendue à tout le pays. De fait, selon les données de la Guardia di Finanza, 753 000 plants auraient été détruits en 2016 contre seulement 46 000 en 2014 et les experts s'accordent à penser que les destructions ne touchent en moyenne que 10 % des surfaces cultivées. Depuis plusieurs années, les paysans abandonnent massivement leurs terres, préférant travailler dans des plantations où ils peuvent gagner 20 euros par jour, près de trois fois le salaire moyen. La production est ensuite exportée vers l'Italie et, dans une moindre mesure, vers la Grèce.

## Liens entre politiques et trafics de drogue

En Albanie, la culture du cannabis est une vieille histoire, et elle a toujours été très politique, se développant à l'ombre des partis qui se sont succédé au pouvoir depuis la chute du régime communiste. "Les gens de Lazarat ont une vieille tradition anticommuniste, ils soutiennent le Parti démocratique", reconnaît Lulzim Basha, chef de cette formation actuellement dans l'opposition, qui fut ministre de l'Intérieur de 2009 à

*"Les intérêts en jeu sont immenses, les liens entre trafiquants et les ministres du gouvernement socialiste d'Edi Rama trop importants. Chaque fois que je préparais une opération, les trafiquants étaient prévenus un jour avant."*

**Dritan Zagani**

Ancien cadre de la police de Vlorë qui a obtenu l'asile en Suisse.

2011, tout en assurant que son mouvement n'aurait pas cherché à protéger le trafic. "Notre stratégie consistait à étouffer la production, en coupant l'eau, dont la culture du cannabis est très gourmande, et en empêchant la marchandise de sortir du village. Arrivé au pouvoir, le PS a préféré mener une action spectaculaire, tout en laissant les cultures se développer ailleurs, afin d'acheter la fidélité de nouveaux électeurs."

La vie politique albanaise se caractérise par une forte conflictualité entre le PD et le PS, et les deux formations disposent de zones d'influences régionales bien établies. Lors des élections de juin 2017, les socialistes ont remporté la majorité absolue, obtenant un raz de marée dans des communes du nord du pays, comme Lezhë, Pukë ou Fushë Arrës, qui ont la double particularité d'être des bastions traditionnels du PD et de nouveaux centres de la production de drogue.

Dans son rapport sur ces élections, l'OSCE a reconnu des cas directs d'achats de voix et des violences, mais sans conclure qu'ils auraient altéré la véacité du scrutin. Pour l'opposition au contraire, il est clair que les voix qui se sont portées sur le PS sont celles du trafic de la drogue.

C'est en tout cas ce qu'explique le colonel Dritan Demiraj, ministre de l'Intérieur de l'éphémère gouvernement "technique" formé fin mai, sous la pression des Occidentaux, pour préparer les législatives du 25 juin. Selon ce militaire de carrière, ancien chef des unités spéciales de l'armée albanaise en Afghanistan et en Irak, proche du PD, "30 % du chiffre d'affaires" de la drogue reviendrait à la police. Dritan Demiraj pointe aussi le rôle de l'armée, dont il a été écarté fin 2014. "La police protège les trafiquants et la drogue est exportée à l'étranger depuis les bases aériennes et navales de l'armée." Des petits avions feraient la navette entre des pistes en Albanie et le sud de l'Italie, tandis que la base militaire de Porto Palermo, distante d'une quarantaine de miles nautiques des côtes des Pouilles, serait devenue l'un des centres de l'exportation. Depuis plusieurs années, la presse italienne rapporte quotidiennement des interpellations de vedettes ou de zodiacs de trafiquants albanais.

Les destructions de plantation se sont raréfiées en 2017 par rapport à 2016, mais cette baisse s'expliquerait par l'importance des stocks volontairement accumulés en raison de la chute des prix, liée à la surproduction de 2016. "Tahiri n'est qu'un fusible, un bouc émissaire", assure le journaliste d'investigation Armand Shkullaku, "et les hautes sphères du PS restent liées au trafic de drogue". Le propre frère du nouveau ministre de l'Intérieur, Fatmir Xhafaj, a été condamné en Italie en 2008 pour trafic international de cocaïne. En tout, assure Armand Shkullaku, "une vingtaine des actuels députés socialistes" entretiendrait des liens plus ou moins di-

rects avec le trafic de drogues. De nombreux rapports font également état d'une augmentation du trafic des drogues dures. Les gangs albanais auraient noué des contacts en Amérique du Sud pour l'importation directe de cocaïne tandis que l'héroïne arrive de Turquie via la Macédoine voisine, avant de repartir vers toute l'Europe.

Longtemps subjuguées par le flamboyant verbe proeuropéen d'Edi Rama, perçu comme un garant de la "stabilité régionale", les chancelleries occidentales, commencent pourtant à hausser le ton face à la multiplication des affaires. Fin octobre, l'ambassadeur des Etats-Unis en Albanie, Donald Lu, s'est étonné de n'avoir vu en 2016 "aucune condamnation, aucune arrestation et aucune poursuite de gros poissons pour l'organisation, la direction ou le financement du trafic de drogue". Le FBI s'est ensuite engagé à soutenir et à former une nouvelle force spéciale destinée à combattre le crime organisé, mais encore faudrait-il que cette structure soit soutenue par les autorités. "Edi Rama croit que la fin justifie les moyens", conclut Armand Shkullaku. "Il a utilisé les réseaux de la drogue pour arriver au pouvoir et s'y maintenir, mais aujourd'hui, il se retrouve pris au piège."

